

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 tot erkenning van keuringsdiensten worden de termen "vijf jaar" vervangen door de termen "tien jaar".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van Economie en de Minister van Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON  
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 132

[C - 97/31503]

#### 7 NOVEMBRE 1997. — Décret fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

##### CHAPITRE 1er. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une manière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

##### Section Ire. — Définitions et champ d'application

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Action sociale globale : action développée dans le but de restaurer ou améliorer les relations du bénéficiaire avec la société et réciproquement, selon les méthodes qui d'une part agissent sur l'ensemble des facteurs, quels qu'ils soient de précarisation sociale du bénéficiaire — même lorsqu'il peut être fait appel à des institutions spécialisées dans certains types d'aide ou de missions — et, d'autre part, sollicitent les capacités des bénéficiaires eux-mêmes.

2° Centre : un Centre qui organise une action sociale globale, sans exiger aucune affiliation.

3° Antenne : une entité décentralisée d'un Centre.

4° Bénéficiaire : toute personne, famille, groupe ou public spécifique qui fait appel au Centre ou qui accepte l'action sociale globale proposée par celui-ci.

5° Le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé créé par le décret de la Commission communautaire française du 5 juin 1997.

**Art. 3.** L'appellation de « Centre d'action sociale globale » est réservée aux Centres agréés conformément au présent décret.

La mention de l'agrément doit être affichée à un endroit visible de l'extérieur et doit figurer sur tous documents, affiches et publications du Centre.

##### Section II. — Missions, actions et modes d'intervention du Centre

**Art. 4.** Le Centre a pour mission de développer l'action sociale globale en assurant aux bénéficiaires, notamment, un premier accueil, une analyse de leur(s) situation(s) problématique(s), une orientation, un accompagnement et un suivi. L'action sociale s'exerce selon trois modes d'intervention : l'action collective, l'action sociale communautaire et l'aide individuelle.

**Art. 5.** § 1er. L'action collective vise à induire, à élaborer et à apporter aux bénéficiaires, en interaction avec leur milieu de vie, des réponses collectives à des problématiques individuelles, à restaurer des liens sociaux ainsi qu'une dynamique de solidarité et de prise de responsabilité entre les personnes.

§ 2. L'action collective offre aux bénéficiaires des activités de groupe, des connaissances et des outils méthodologiques susceptibles de révéler leur savoir-faire et d'acquérir ou développer leurs capacités personnelles et leur autonomie.

**Art. 6.** § 1er. L'action sociale communautaire vise à induire, à élaborer, à initier et à développer, avec et pour les bénéficiaires, des réponses collectives à des problématiques collectives, des actions concrètes favorisant leur participation et cohabitations sociales et culturelles ainsi que la prévention et la lutte contre l'isolement et les mécanismes d'exclusion sociale et culturelle.

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

*Documents de l'Assemblée* : 42 (1996-1997). — *Projet de décret* : n° 1. — *Rapport* : n° 2. — *Amendements* : n° 3.

*Compte rendu intégral* : Discussion et adoption. Séances du 17 octobre 1997.

§ 2. Les activités d'action sociale communautaire se fondent sur :

1° l'identification des problématiques sociales qui apparaissent à travers les actions du Centre, l'exploration de leur nature et de leur étendue et la formulation opérationnelle de changements sociaux et structurels recherchés;

2° la détermination des instruments et moyens requis pour réaliser ces changements, en tenant compte des potentialités des bénéficiaires, des ressources internes et externes au Centre et des moyens supplémentaires à mettre en œuvre pour remédier aux carences et difficultés répertoriées;

3° l'implication et la complémentarité, existantes ou à mettre en œuvre, des différents intervenants politiques, institutionnels, administratifs et associatifs concernés par les problématiques sociales des bénéficiaires.

**Art. 7.** § 1er. L'aide individuelle vise à :

1° aider le bénéficiaire à surmonter les difficultés propres à sa situation, à l'accompagner concrètement dans ses démarches juridiques et administratives et à le rencontrer dans son milieu de vie, si nécessaire;

2° répondre aux situations de crise, à prévenir la rupture ou la dégradation de la situation du bénéficiaire, dans ou avec son milieu de vie;

3° lui fournir les informations requises pour qu'il puisse faire valoir ses droits fondamentaux et accéder à tous les services et institutions d'aide aux personnes et de la santé ainsi qu'à toutes les ressources sociales, sanitaires, culturelles et d'éducation permanente présentes dans la Région de Bruxelles-Capitale;

4° orienter et soutenir le bénéficiaire dans l'élaboration ou la mise en œuvre de solutions personnelles.

§ 2. L'aide individuelle constitue un support aux actions collectives et aux actions sociales communautaires, chaque fois que c'est possible.

Le Centre ne peut exercer aucune forme de contrainte à l'égard du bénéficiaire.

La gratuité du service doit être assurée dans toutes les prestations d'aide individuelle.

**Art. 8.** Le Centre a également pour mission d'établir des collaborations conventionnelles avec tout autre service ou institution pouvant, par la spécificité de sa mission ou de son activité, contribuer à résoudre ou améliorer tout ou partie des situations problématiques des bénéficiaires.

Le Collège détermine, après avis du Conseil consultatif, les conditions et les modalités de ces collaborations conventionnelles.

**Art. 9.** Le Collège peut conférer au Centre qui le demande, et après avis du Conseil consultatif, des missions complémentaires à celles définies aux articles 4 à 8 du présent décret, afin de mettre en œuvre des réponses adéquates à l'émergence de nouveaux besoins sociaux.

Si de telles missions sont conférées, elles doivent être assurées par d'autres personnes que celles admises aux subventions prévues dans le présent décret.

**Art. 10.** Les Centres agréés ont en outre pour mission de collaborer entre eux dans le but de réaliser, notamment :

1° une répartition optimale, à l'intérieur de la région, des permanences de premier accueil visées aux articles 15, 5° et 17 du présent décret;

2° une visibilité maximale des Centres agréés et de l'ensemble des services et activités qu'ils offrent au public;

3° une analyse collective des situations problématiques qui apparaissent à travers l'exercice de leur action sociale globale en mettant en évidence l'évolution des phénomènes sociaux.

Le résultat de cette analyse est présenté tous les deux ans au Collège, au plus tard au mois de février et pour la première fois en février 1999.

Ce document est distinct des rapports d'activité visés à l'article 26 du présent décret.

Le Collège, après avis du Conseil consultatif, détermine les conditions et les modalités de collaboration entre les Centres.

**Art. 11.** Le Centre constitue, pour chaque personne dont il assure le suivi :

1° une fiche numérotée contenant l'identification du bénéficiaire et tout renseignement d'ordre administratif;

2° un dossier reprenant le numéro de la fiche correspondante et contenant au minimum :

a) une analyse de la situation problématique du bénéficiaire;

b) un plan de l'action menée, adapté à sa situation problématique et à son évolution.

Le Collège peut arrêter le contenu et le modèle du plan.

Ce dossier ne peut, en aucun cas, comporter de mentions ou d'indications susceptibles d'identifier le bénéficiaire. Il est tenu à la disposition de l'administration au siège du Centre et doit être archivé dès que l'intervention cesse.

**Art. 12.** Le Centre tient un dossier relatif aux objectifs, modalités et effets des actions collectives et des actions sociales communautaires. Ce dossier comporte en outre l'identité des intervenants associés qui collaborent à leur réalisation. Il est tenu à la disposition de l'administration au siège du Centre.

## CHAPITRE II. — Conditions d'agrément

### Section Ire. — Principes généraux

**Art. 13.** § 1er. Le Collège peut agréer des Centres d'action sociale globale qui répondent aux conditions générales fixées aux articles 3 à 11 du présent décret.

§ 2. Dans un premier temps, le Collège peut accorder un agrément provisoire pour une durée de deux ans.

Le Centre bénéficiant d'un agrément provisoire est assimilé à un Centre de la catégorie 1 visée à l'annexe 1 du présent décret.

§ 3. A l'expiration de ce délai, le Collège peut accorder un agrément pour une durée de cinq ans. Ce dernier agrément est renouvelable pour des périodes successives de cinq ans.

**Art. 14.** Le Collège peut refuser l'agrément provisoire au Centre qui remplit les conditions prévues au présent décret pour, dans les limites des crédits budgétaires, répartir au mieux l'offre sociale globale. Cette décision est notifiée au Centre.

Sur avis du Conseil consultatif, le Collège peut arrêter les critères de programmation relatifs à l'agrément des Centres.

#### *Section II. — Conditions de fond*

**Art. 15.** Pour être agréé comme Centre d'action sociale globale, le fonctionnement et l'organisation du Centre doivent satisfaire préalablement aux conditions suivantes :

1° avoir son siège social et d'activité dans la région de Bruxelles-Capitale;

2° être constitué en association sans but lucratif ayant pour objet l'action sociale globale;

3° être considéré, en raison de son organisation interne, comme appartenant exclusivement à la Communauté française en vertu de l'article 2 du décret du 1er juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant des matières personnalisables dans la région de Bruxelles-Capitale;

4° compter au moins un an d'existence et d'activités conformément aux dispositions visées aux articles 4 à 8 du présent décret;

5° sans préjudice des dispositions prévues à l'article 17, assurer une permanence de premier accueil à raison de blocs de 2 heures minimum à concurrence d'au moins 20 heures par semaine. Cette permanence doit être assurée au moins 46 semaines par an.

Les heures normales d'activité et de permanence sont affichées dans un local accessible au public et à un endroit visible de l'extérieur. La permanence se tient dans une salle séparée et à l'abri des indiscrétions;

6° présenter un dossier d'action sociale dont le contenu est fixé par le Collège; celui-ci comporte la copie des collaborations conventionnelles visées à l'article 9 du présent décret.

**Art. 16.** Pour être agréé, le Conseil d'administration du Centre ou son administrateur délégué s'engage en outre, par écrit, à :

1° désigner et affecter une des fonctions sociales admises aux subventions pour assurer la responsabilité de la coordination interne, le contrôle du respect des prescriptions quant aux permanences et aux horaires, la recherche et la coordination des collaborations conventionnelles; cette personne est également désignée pour participer à la collaboration entre les Centres visée à l'article 10 du présent décret;

2° faire assumer les fonctions sociales par des titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Le Collège peut toutefois, sur demande motivée du Centre et après avis du Conseil consultatif, autoriser une qualification différente au sein des fonctions sociales reprises dans les catégories visées à l'annexe 1 du présent décret, selon les besoins spécifiques des bénéficiaires;

3° faire assumer la fonction administrative par un titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur;

4° affecter le temps de travail du personnel admis aux subventions exclusivement à l'accomplissement des activités liées au présent décret et occuper, à tout moment, 80 % de ce personnel, sauf dérogation du Collège;

5° assurer la formation continuée du personnel à concurrence d'un minimum de 30 heures par an et par équivalent temps plein admis aux subventions.

Le Collège peut arrêter des modalités et contenus de cette formation;

6° collaborer avec les Centres agréés, conformément à l'article 10 du présent décret et à ses arrêtés d'application;

7° mettre à disposition de tous les membres du personnel du Centre le dossier d'action sociale visé à l'article 15, 6°; un document présentant un résumé de ce dossier est mis à la disposition de tout particulier, service ou institution qui en ferait la demande;

8° tenir une comptabilité selon un système de livres et de comptes conforme au modèle fixé par le Collège et transmettre à l'administration, annuellement, les comptes et budget approuvés par l'assemblée générale;

9° accepter la vérification de la conformité des missions et actions et leur compatibilité aux conditions mises à l'octroi des subventions.

**Art. 17.** Suivant les nécessités motivées dans le dossier d'action sociale, après avis du Conseil consultatif, le Collège peut autoriser l'existence d'une ou plusieurs antennes pour un même Centre à condition que les activités liées à l'action globale et la permanence de premier accueil y soient assurées par un professionnel qualifié admis aux subventions aux termes du présent décret.

Dans chaque antenne, le Centre assure, au moins 46 semaines par an, une permanence de premier accueil de 8 heures hebdomadaires minimum à raison de blocs de 2 heures minimum.

#### *Section III. — Procédure d'agrément*

**Art. 18. § 1er.** Dans le respect du présent décret, le Collège arrête la procédure d'octroi, de refus, de renouvellement et de retrait de l'agrément, après avis du Conseil consultatif.

§ 2. Dans les deux mois de la réception de la demande, le Collège notifie au Centre, par lettre recommandée, la recevabilité de celle-ci ou, si elle est incomplète, l'invite à la compléter.

La demande est recevable lorsqu'elle comporte tous les documents et renseignements fixés par le Collège.

Dans les deux mois de la notification de la recevabilité de la demande, le Collège procède à une inspection et communique au Conseil consultatif son rapport et ses conclusions.

§ 3. Le Conseil consultatif entend le représentant dûment mandaté du Centre ou l'invite à faire valoir son point de vue et rend son avis motivé dans les trois mois de la réception du dossier.

Passé ce délai, son avis est présumé conforme aux conclusions de l'inspection.

Dans les trois mois qui suivent l'avis du Conseil consultatif, le Collège notifie au Centre, par lettre recommandée, la décision motivée d'octroi ou de refus. Passé ce délai, la décision du Collège est réputée conforme à l'avis du Conseil consultatif.

§ 4. La décision d'octroi d'agrément provisoire, d'agrément ou de renouvellement d'agrément, comporte la date de prise d'effet et la catégorie dans laquelle le Centre est agréé.

Le refus d'agrément doit être motivé. Le Centre peut introduire une nouvelle demande lorsque les motifs du refus n'existent plus.

**Art. 19.** Six mois avant le terme de son agrément provisoire ou de son agrément, le Centre peut introduire une demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément aux conditions et selon la procédure visées au Chapitre II du présent décret.

Le Centre est réputé agréé jusqu'au moment de la notification du renouvellement d'agrément.

**Art. 20.** Le Collège peut autoriser un Centre agréé à passer dans la catégorie supérieure à la sienne lorsque ce changement est justifié par un accroissement du volume d'activités liées à l'action collective et à l'action sociale communautaire ou par une réorientation des objectifs opérationnels poursuivis, principalement vers ces modes d'intervention.

A cette fin, le Centre introduit une demande motivée et complétée par des pièces justificatives détaillées.

La demande est instruite selon la procédure d'agrément visée à l'article 18.

**Art. 21.** § 1er. Le Collège peut retirer l'agrément si :

1° les renseignements fournis dans le cadre de la demande d'agrément s'avèrent inexacts;

2° le Centre ne remplit plus tout ou partie des conditions requises par le présent décret;

3° le Centre ne respecte pas tout ou partie des engagements pris en vue d'obtenir l'agrément conformément à l'article 16 du présent décret, pendant trois mois au moins;

4° en cas de violation de la loi ou des dispositions du présent décret.

§ 2. Le retrait d'agrément est précédé d'une inspection. Le Collège communique le rapport et les conclusions de l'administration au Conseil consultatif. Celui-ci entend les responsables dûment mandatés du Centre et donne son avis motivé dans les trois mois de la réception du rapport d'inspection. Passé ce délai, son avis est présumé conforme aux conclusions de l'inspection.

Le retrait d'agrément devient exécutoire trois mois après la date de la notification de la décision du Collège.

Un Centre ayant fait l'objet d'un retrait d'agrément ne peut faire de nouvelle demande d'agrément dans un délai inférieur à 12 mois.

### CHAPITRE III. — *Octroi des subventions et contrôle des Centres*

#### *Section Ire. — Principes généraux*

**Art. 22.** § 1er. Dans les limites des crédits budgétaires et conformément aux dispositions du présent décret, le Collège accorde aux Centres agréés des subventions pour les frais de personnel et pour les frais de fonctionnement.

§ 2. Dans le respect du présent décret, le Collège arrête la procédure et les modalités d'octroi et de contrôle des subventions, après avis du Conseil consultatif.

**Art. 23.** § 1er. Les frais de personnel comportent le montant brut du traitement annuel indexé, la cotisation patronale, l'assurance-loi, le pécule de vacances et la prime de fin d'année. Cette subvention annuelle, à titre de rémunération du personnel, est calculée sur base :

1° des barèmes visés à l'annexe 2 du présent décret adaptés annuellement aux taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation et ce, à partir du 1er janvier 1998;

2° du nombre d'emplois repris dans la catégorie accordée;

3° de l'ancienneté acquise, dans la fonction sociale ou administrative telle que visée à l'annexe 1, en qualité de travailleur salarié, au sein d'un service public ou d'une association sans but lucratif.

Le Collège fixe le mode de calcul de la subvention relative à la prime de fin d'année.

§ 2. Pour les professionnels qualifiés travaillant à temps partiel, le montant de la subvention est calculée proportionnellement à la durée des prestations admises.

Si l'un des membres du personnel admis aux subventions est remplacé, le contrat de remplacement doit être transmis à l'administration accompagnée des copies de ses certificats et diplômes.

**Art. 24.** § 1er. La subvention annuelle relative aux frais de fonctionnement par catégorie de Centre est fixée par le Collège, après avis du Conseil consultatif.

§ 2. Le Collège détermine les dépenses admissibles en matière de frais de fonctionnement en ce compris les montants maximums relatifs aux frais formation du personnel admis aux subventions et aux frais de collaboration entre les Centres.

Les montants visés au présent article sont adaptés annuellement aux taux de fluctuation de l'indice moyen des prix à la consommation et ce, à partir du 1er janvier 1999.

**Art. 25.** Des avances trimestrielles sont calculées sur la base de 22,5 % des subventions annuelles.

La liquidation de ces avances a lieu chaque trimestre et au plus tard le 15 février, le 15 mai, le 15 août et le 15 novembre.

La liquidation du solde de la subvention du premier semestre relative aux frais de rémunération a lieu au plus tard le 30 octobre de l'année en cours. Celle du second semestre a lieu au plus tard le 30 avril de l'année suivant l'exercice concerné.

La liquidation du solde annuel comportant la subvention pour frais de fonctionnement et la régularisation de la subvention pour frais de rémunération a lieu au plus tard le 30 octobre de l'année suivant l'exercice concerné.

Passé les échéances figurant au présent article, les avances, soldes semestriel et annuel restant dus portent de plein droit des intérêts de retard, sauf si le Centre ne fournit pas les pièces justificatives dans les délais fixés par le Collège.

**Art. 26.** § 1er. Pour le 30 avril de chaque année, conformément au modèle fourni par l'administration, le Centre transmet un rapport d'activité approuvé par son assemblée générale, couvrant l'année civile précédente.

Ce rapport justifie les activités subventionnées pour la réalisation des missions du présent décret. Le coordinateur désigné y rend compte de son rôle particulier.

§ 2. Dans les six mois de la remise de ces rapports, une synthèse et une analyse de ceux-ci sont établies et transmises par le Collège à l'ensemble des Centres agréés, au Conseil consultatif et à l'Assemblée.

*Section II. — Contrôle des Centres et sanctions*

**Art. 27.** Le Collège désigne les agents de l'administration chargés du contrôle des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'application.

**Art. 28.** Toute personne physique qui, même en tant qu'organe ou préposée d'une personne morale, utilise l'appellation « Centre d'action sociale globale », en violation de l'article 3 du présent décret, est punie d'une amende de 1 000 à 3 000 francs.

*CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales*

**Art. 29.** En dérogation au Chapitre II, les Centres suivants sont agréés de plein droit dès l'entrée en vigueur du présent décret, pour une durée transitoire de deux ans.

Pendant cette période, ils sont rattachés à l'une des catégories visées à l'annexe 1 du présent décret.

Le Centre de Service social de la Ligue des Familles asbl est rattaché à la catégorie 2.

Le Centre de Services et d'Aide à Domicile est rattaché à la catégorie 2.

Wolu Service asbl est rattaché à la catégorie 3.

Le Centre de Service social de Bruxelles Sud-Est est rattaché à la catégorie 3.

L'Entraide des Travailleuses asbl est rattachée à la catégorie 4.

Télé Service asbl est rattaché à la catégorie 4.

Le Service Social Juif est rattaché à la catégorie 4.

Six mois avant le terme de cette période, ces Centres peuvent introduire une demande de renouvellement d'agrément aux conditions et selon la procédure prévue au Chapitre II du présent décret.

**Art. 30.** L'arrêté royal du 14 mars 1978 déterminant, pour la Région bruxelloise, les règles d'agrément des centres de service social et d'octroi de subventions à ces centres, modifié par le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1992, est abrogé, sauf en ce qui concerne les centres déjà créés à l'entrée en vigueur du présent décret par une union nationale ou une fédération de mutualités telles que définies par la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

**Art. 31.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Collège et au plus tard le 1er janvier 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 novembre 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française  
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion  
et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale,  
du Transport scolaire et de la Fonction publique.

Annexe 1

**Normes de référence pour le calcul de la subvention annuelle  
pour frais de personnel, par catégorie**

Centre d'action sociale globale de catégorie 1

Deux fonctions sociales équivalents temps plein, occupées par des professionnels titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Un de ces professionnels assure la responsabilité de la coordination interne et externe à 1/4 temps.

Une fonction administrative à 1/2 temps, occupée par un professionnel titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Centre d'action sociale globale de catégorie 2

Trois fonctions sociales équivalents temps plein, occupées par des professionnels titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Un de ces professionnels assure la responsabilité de la coordination interne et externe à 1/2 temps.

Une fonction administrative à 1/2 temps, occupée par un professionnel titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Centre d'action sociale globale de catégorie 3

Quatre fonctions sociales équivalents temps plein, occupées par des professionnels titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Un de ces professionnels assure la responsabilité de la coordination interne et externe à 3/4 temps.

Une fonction administrative à 1/2 temps, occupée par un professionnel titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Centre d'action sociale globale de catégorie 4

Cinq fonctions sociales équivalents temps plein, occupées par des professionnels titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Un de ces professionnels assure la responsabilité de la coordination interne et externe à temps plein.

Une fonction administrative à 3/4 temps, occupée par un professionnel titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Centre d'action sociale globale de catégorie 5

Six fonctions sociales équivalents temps plein, occupées par des professionnels titulaires du diplôme d'assistant social ou d'auxiliaire social ou du diplôme d'infirmier gradué social ou d'infirmier gradué spécialisé en santé communautaire ou titulaire d'un diplôme d'études étranger équivalent.

Un de ces professionnels assure la responsabilité de la coordination interne et externe à temps plein.

Une fonction administrative à temps plein, occupée par un titulaire d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur.

Vu pour être annexé au décret fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale.

Bruxelles, le 10 juillet 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes,

Ch. PICQUE

Le Président du Collège,

H. HASQUIN

Annexe 2

Base annuelle des barèmes (100% non indexés)

applicables à la Commission communautaire française pour les centres d'action sociale globale

Ancienneté	Fonction sociale	Fonction administrative
0	664.107	570.599
1	712.448	617.141
2		622.326
3	733.929	627.510
4		632.694
5	755.410	637.878
6		650.407
7	860.898	662.937
8		675.466
9	882.804	687.996
10	897.407	714.848
11	919.314	727.377
12		739.907
13	941.220	752.436
14		764.966
15	963.126	777.533
16	1.038.585	793.310
17	1.060.491	803.087
18		815.864
19	1.082.397	828.642

20		841.419
21	1.104.304	854.196
22		866.973
23	1.126.210	879.751
24		892.528
25	1.148.117	905.305
26		918.082
27	1.170.023	930.860
28		943.637
29		956.414
30		956.414
31		956.414

Vu pour être annexé au décret fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale.

Bruxelles, le 10 juillet 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes,

Ch. PICQUE

Le Président du Collège,

H. HASQUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 132

[C - 97/31503]

**7 NOVEMBER 1997. — Decreet tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de Centra voor globale sociale actie (1)**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

*Afdeling I. — Definities en toepassingsveld*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° Globale sociale actie : actie die wordt opgezet met het oog op het herstel of verbetering van de interactieve relaties tussen de begunstigde en de samenleving aan de hand van methodes die enerzijds inwerken op ongeacht welke factor die de begunstigde sociaal onzeker maakt - zelfs wanneer beroep kan worden gedaan op instellingen die gespecialiseerd zijn in een bepaald soort hulpverlening of opdrachten - en die anderzijds inspelen op de capaciteiten van de begunstigen zelf.

2° Centrum : een Centrum dat een globale sociale actie organiseert waarbij lidmaatschap geen vereiste is.

3° Antenne : een gedecentraliseerde afdeling van een Centrum.

4° Begunstigde : elke persoon, gezin, groep of specifiek publiek die beroep doet op het Centrum of die de globale sociale actie aanvaardt die het Centrum voorstelt.

5° De Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid opgericht bij decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997.

(1) Gewone zitting 1996-1997

Documenten van de vergadering : 42 (1996-1997). — Ontwerp van decreet : nr. 1. — Verslag : nr. 2. — Amendementen : nr. 3.

Integraal verslag : Bespreking en aanneming. Zittingen van 17 oktober 1997.

**Art. 3.** De benaming "Centrum voor globale sociale actie" is voorbehouden voor de Centra die overeenkomstig dit decreet zijn erkend.

De vermelding van de erkenning wordt aangebracht op een plaats die van buitenaf zichtbaar is en komt voor op alle documenten, affiches en publicaties van het Centrum.

#### *Afdeling II. — Opdrachten, acties en werkmethodes van het Centrum*

**Art. 4.** Het Centrum heeft als opdracht het opzetten van de globale sociale actie waarbij het meer bepaald zorgt voor een eerste opvang van de begunstigden, een analyse van hun probleemtoestand(en), keuzevoorlichting, begeleiding en opvolging. De sociale actie gebeurt volgens drie methodes : collectieve actie, sociale gemeenschapsactie en individuele hulp.

**Art. 5.** § 1. De collectieve actie beoogt het vinden, uitwerken en aanreiken van collectieve antwoorden op individuele problemen van de begunstigden via hun leefomgeving evenals het herstel van de sociale banden en de interactieve solidariteits- en verantwoordelijkheidszin.

§ 2. De collectieve actie biedt de begunstigden van de groepsactiviteiten methodologische instrumenten en kennis die hun vaardigheid tot uiting doen komen en die hen in staat stellen hun persoonlijke bekwaamheden en zelfstandigheid te verwerven of te ontplooien.

**Art. 6.** § 1. De sociale gemeenschapsactie beoogt, met en voor de begunstigden, het vinden, uitwerken, bijbrengen en uitdiepen van collectieve antwoorden op collectieve problemen, concrete acties ter bevordering van hun deelname en rol in het socio-culturele leven evenals preventie en strijd tegen de vervreemding en de socio-culturele uitsluitingsmechanismen.

§ 2. De activiteiten inzake sociale gemeenschapsactie steunen op :

1° de herkenning van de sociale problemen die tot uiting komen via de acties van het Centrum, de uitdieping van de aard en omvang ervan en de werkbare formulering van gewenste structurele en sociale veranderingen;

2° de bepaling van de nodige instrumenten en middelen voor de totstandbrenging van die veranderingen, rekening houdend met de vermogens van de begunstigden, de interne en externe middelen van het Centrum en de bijkomende middelen die moeten worden ingezet om de opgetekende moeilijkheden en tekortkomingen te verhelpen;

3° de bestaande of te verwezenlijken betrokkenheid en complementariteit van de verschillende politieke, institutionele, administratieve actoren of verenigingen die betrokken zijn bij de sociale problemen van de begunstigden.

**Art. 7.** § 1. Doel van de individuele hulp is :

1° de begunstigde bijstaan in het overwinnen van diens specifieke probleemtoestand, hem concreet bijstaan in zijn juridische en administratieve stappen en hem zonedig in zijn leefomgeving volgen;

2° afdoend reageren op crisistoestanden, de breuk of achteruitgang van de toestand van de begunstigde in of met diens leefomgeving voorkomen;

3° het verstrekken van de nodige informatie aan de begunstigde opdat hij zijn fundamentele rechten kan laten gelden en toegang heeft tot alle diensten en instellingen voor bijstand aan personen en gezondheid evenals tot alle sociale, culturele en medische instanties en deze voor permanent onderwijs die gevestigd zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

4° het begeleiden en steunen van de begunstigde bij de uitwerking of verwezenlijking van individuele oplossingen.

§ 2. Individuele hulp vormt waar mogelijk een steun bij de collectieve acties en de sociale gemeenschapsacties.

Het Centrum mag geen enkele vorm van dwang uitoefenen jegens de begunstigde.

De dienstverlening is kosteloos voor alle prestaties inzake individuele hulp.

**Art. 8.** Het Centrum komt tot een conventioneel samenwerkingsverband met iedere andere dienst of instelling die door het speciale karakter van zijn taak of activiteit kan bijdragen tot de oplossing of verbetering van alle of een deel van de problemen van de begunstigden.

Het College bepaalt na advies van de Adviesraad de voorwaarden en nadere regels voor deze conventionele samenwerkingsverbanden.

**Art. 9.** Het College kan op verzoek van een Centrum en na advies van de Adviesraad aan dat Centrum opdrachten toevertrouwen die een aanvulling vormen op de opdrachten zoals bedoeld in artikelen 4 tot 8 van dit decreet zodat afdoende antwoorden kunnen worden gegeven wanneer nieuwe sociale behoeften ontstaan.

Dergelijke opdrachten worden toevertrouwd aan andere personen dan die welke subsidies krijgen die voorzien zijn in dit decreet.

**Art. 10.** De erkende centra werken daarnaast onderling samen met het oog op :

1° een optimale spreiding over het Gewest van de permanente diensten voor eerste opvang zoals bedoeld in artikelen 15,5° en 17 van dit decreet;

2° een zo groot mogelijke zichtbare aanwezigheid van de erkende Centra en van alle diensten en activiteiten die ze het publiek aanbieden;

3° een collectieve analyse van de problemen die tot uiting komen via hun globale sociale actie door het aangeven van de evolutie van de sociale verschijnselen.

Het resultaat van die analyse wordt om de twee jaar ingediend bij het College en dit uiterlijk in de maand februari en voor de eerste keer in februari 1999.

Dit document onderscheidt zich van activiteitenverslagen zoals bedoeld in artikel 26 van dit decreet.

Na advies van de Adviesraad bepaalt het College de voorwaarden en nadere regels voor de samenwerking tussen de Centra.



**Art. 11.** Het Centrum maakt voor eenieder die het opvolgt :

1° een genummerde fiche met de identificatie van de begunstigde en alle administratieve gegevens;

2° een dossier met het nummer van de overeenstemmende fiche en met minstens :

a) een analyse van de probleemtoestand van de begunstigde

b) een plan van de gevoerde actie dat is aangepast aan de probleemtoestand en de evolutie ervan.

Het College kan de inhoud en model van het plan vaststellen.

Dit dossier mag in geen geval vermeldingen of indicaties inhouden die de identificatie van de begunstigde mogelijk maken. Het is ter beschikking van het bestuur op de zetel van het Centrum en moet in het archief worden opgenomen zodra de actie wordt stopgezet.

**Art. 12.** Het Centrum houdt een dossier bij dat betrekking heeft op de doelstellingen, modaliteiten en gevolgen van de collectieve acties en sociale gemeenschapsacties. Dit dossier omvat daarenboven de identiteit van de betrokkenen die samenwerken. Het is ter beschikking van het bestuur op de zetel van het Centrum.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenningsvoorwaarden*

### *Afdeling I. — Algemene principes*

**Art. 13.** § 1. Het College kan overgaan tot de erkenning van Centra voor globale sociale actie die voldoen aan de algemene voorwaarden die zijn vastgesteld in artikelen 3 tot 11 van dit decreet.

§ 2. In een eerste fase kan het College een voorlopige erkenning toekennen voor een duur van twee jaar.

Het Centrum dat een voorlopige erkenning heeft, wordt gelijkgesteld met een Centrum van categorie 1 zoals bedoeld in bijlage 1 van dit decreet.

§ 3. Bij het verstrijken van die termijn kan het College een erkenning toekennen voor een duur van vijf jaar. Deze erkenning is hernieuwbaar voor opeenvolgende termijnen van vijf jaar.

**Art. 14.** Het College kan een voorlopige erkenning weigeren aan het Centrum dat voldoet aan de voorwaarden waarin dit decreet voorziet om binnen de perken van de begrotingskredieten het globaal sociaal aanbod zo billijk mogelijk te verdelen. Van deze beslissing wordt kennis gegeven aan het Centrum.

Op advies van de Adviesraad kan het College de programmacriteria inzake de erkenning van de Centra vaststellen.

### *Afdeling II. — Basisvoorwaarden*

**Art. 15.** Om te worden erkend als Centrum voor globale sociale actie moeten de werking en de organisatie van het Centrum voorafgaandelijk voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° zijn maatschappelijke en activiteitzetel moet gevestigd zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° het moet opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk en met de globale sociale actie als doel;

3° omwille van zijn interne organisatie beschouwd worden als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap krachtens artikel 2 van het decreet van 1 juli 1982 tot vaststelling van de criteria die exclusief toebehoren aan de Franse Gemeenschap van de instellingen die persoonsgebonden materies behandelen in het gewest van Brussel-Hoofdstad;

4° al minstens één jaar bestaan en actief zijn overeenkomstig de bepalingen zoals bedoeld in artikelen 4 tot 8 van dit decreet;

5° onverminderd de bepalingen voorzien in artikel 17, een permanente dienst voor eerste opvang naar rato van blokken van minimum 2 uur voor minstens 20 uur per week verzekeren. Deze permanentie moet gedurende 46 weken per jaar verzekerd zijn.

De normale uren waarin de activiteiten en permanentie doorgaan, worden aangebracht in een lokaal dat voor publiek toegankelijk is en op een plaats die zichtbaar is van buitenaf. De permanentie gebeurt in een afzonderlijke zaal en is discreet.

6° een dossier voor sociale actie voorleggen waarvan de inhoud door het College is vastgesteld; dit omvat een afschrift van de conventionele samenwerkingsverbanden bedoeld in artikel 9 van dit decreet.

**Art. 16.** Om te worden erkend verbindt de Raad van Bestuur van het Centrum of de afgevaardigd bestuurder ervan zich er schriftelijk toe :

1° een van de gesubsidieerde sociale functies aan te wijzen en te bestemmen met het oog op de verantwoordelijkheid van de interne coördinatie, de controle op de naleving van de voorschriften inzake de permanenties en uurroosters, het onderzoek en de coördinatie van de conventionele samenwerkingsverbanden; deze persoon is tevens aangesteld om bij te dragen tot de samenwerking tussen de Centra zoals bedoeld in artikel 10 van dit decreet;

2° de sociale functies toe te wijzen aan houders van een diploma maatschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of houder van een diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Op gemotiveerd verzoek van het Centrum en na advies van de Adviesraad kan het College evenwel toelating geven voor een verschillende bekwaming in de sociale functies vermeld in de categorieën zoals bedoeld in bijlage 1 van dit decreet en dit naargelang van de bijzondere behoeften van de begunstigden;

3° de administratieve functie toe te wijzen aan een houder van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs;

4° de werktijd van het gesubsidieerd personeel uitsluitend te besteden aan de vervulling van de activiteiten waarop dit decreet betrekking heeft en op ieder tijdstip 80 % van dit personeel in dienst te hebben behoudens afwijking van het College;

5° in te staan voor de navorming van het personeel naar rato van minimum 30 uur per jaar en dit per gesubsidieerd voltijds equivalent.

Het College kan de nadere regelen en inhoud van deze vorming bepalen;

6° samen te werken met de erkende Centra overeenkomstig artikel 10 van dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan;

7° het dossier voor de sociale actie zoals bedoeld in artikel 15, 6° ter beschikking te stellen van alle personeelsleden; een document met een samenvatting van dit dossier wordt ter beschikking gesteld van ieder particulier persoon, dienst of instelling die daar om verzoekt;

8° een boekhouding bij te houden volgens een systeem van boeken en rekeningen conform het model dat is vastgesteld door het College en jaarlijks de rekeningen en begroting die zijn goedgekeurd door de algemene vergadering te bezorgen aan het bestuur;

9° in te stemmen met de controle op de overeenstemming van de opdrachten en acties evenals met de verenigbaarheid ervan met de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies.

**Art. 17.** Naargelang van de behoeften zoals gemotiveerd in het dossier voor sociale actie en na advies van de Adviesraad kan het College toelating geven voor het oprichten van een of meerdere antennes voor eenzelfde Centrum op voorwaarde dat de activiteiten met betrekking tot een globale sociale actie en de permanentie van de eerste opvang er verzekerd zijn door een geschoolde beroepskracht die gesubsidieerd wordt volgens de voorwaarden van dit decreet.

In elke antenne verzekert het Centrum minstens 46 weken per jaar een permanente eerste opvang van minimum 8 uren per week naar rato van blokken van minimum 2 uren.

### *Afdeling III. — Erkenningsprocedure*

**Art. 18.** § 1 - Met inachtneming van dit decreet bepaalt het College de procedure voor de toekenning, weigering, hernieuwing en intrekking van de erkenning na advies van de Adviesraad.

§ 2. Binnen de twee maanden na ontvangst van de aanvraag geeft het College per aangetekende brief aan het Centrum kennis van de ontvankelijkheid ervan of verzoekt het de aanvraag te vervolledigen indien deze onvolledig is.

De aanvraag is ontvankelijk wanneer deze alle documenten en gegevens bevat die door het College zijn vastgesteld.

Binnen de twee maanden na de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag gaat het College over tot een inspectie en bezorgt het zijn verslag en conclusies aan de Adviesraad.

§ 3. De Adviesraad hoort de behoorlijk gevolmachtigde vertegenwoordiger van het Centrum of verzoekt laatstgenoemde zijn standpunt uiteen te zetten en geeft zijn gemotiveerd advies binnen de drie maanden na ontvangst van het dossier.

Na het verstrijken van deze termijn wordt zijn advies geacht conform de conclusies van de inspectie te zijn.

Binnen de drie maanden na het advies van de Adviesraad geeft het College per aangetekende brief aan het Centrum kennis van de gemotiveerde beslissing tot toekenning of weigering. Na het verstrijken van deze termijn wordt de beslissing van het College geacht conform het advies van de Adviesraad te zijn.

§ 4. De beslissing tot toekenning van een voorlopige erkenning, tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning vermeldt de datum van inwerkingtreding en de categorie waarin het Centrum erkend wordt.

De weigering tot erkenning moet worden gemotiveerd. Het Centrum kan een nieuwe aanvraag indienen wanneer er geen redenen tot weigering meer zijn.

**Art. 19.** Zes maand voor het verstrijken van zijn voorlopige erkenning of zijn erkenning kan het Centrum een aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning indienen volgens de voorwaarden en procedure zoals bedoeld in Hoofdstuk II van dit decreet.

Het Centrum wordt geacht erkend te zijn tot op het tijdstip van de kennisgeving van de hernieuwing van de erkenning.

**Art. 20.** Het College kan een erkend Centrum de toelating geven om over te gaan tot een hogere categorie wanneer deze verandering gerechtvaardigd is door een toename van de omvang der activiteiten in verband met de collectieve actie en de sociale gemeenschapsactie of door een heroriëntering van de vooropgezette operationele doelstellingen in hoofdzaak naar die werkmethodes.

Daartoe dient het Centrum een gemotiveerde aanvraag in, aangevuld met omstandige bewijsstukken.

De aanvraag wordt behandeld volgens de erkenningsprocedure zoals bedoeld in artikel 18.

**Art. 21.** § 1. Het College kan de erkenning intrekken indien :

1° de gegevens die verstrekt zijn in het raam van de erkenningsaanvraag onjuist blijken te zijn;

2° het Centrum niet langer voldoet aan alle of een deel van de voorwaarden vermeld in dit decreet;

3° het Centrum niet alle of een deel van de verbintenissen nakomt die zijn aangegaan met het oog op het verkrijgen van de erkenning overeenkomstig artikel 16 van dit decreet gedurende minstens drie maanden;

4° in geval van overtreding van de wet of van de bepalingen van dit decreet.

§ 2. De intrekking van de erkenning wordt voorafgegaan door een inspectie. Het College bezorgt het verslag en de conclusies van het bestuur aan de Adviesraad. Deze hoort de behoorlijk gevolmachtigde verantwoordelijken van het Centrum en geeft een gemotiveerd advies binnen de drie maanden na de ontvangst van het inspectieverslag. Na het verstrijken van die termijn wordt zijn advies geacht conform de conclusies van de inspectie te zijn.

De intrekking van de erkenning wordt uitvoerbaar drie maand na de datum van de kennisgeving van de beslissing van het College.

Een Centrum waarvan de erkenning is ingetrokken mag geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen binnen de 12 maanden.

HOOFDSTUK III. — *Toekenning van de subsidies en controle van de Centra**Afdeling I. — Algemene beginselen*

**Art. 22.** § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten en overeenkomstig de bepalingen van dit decreet verleent het College aan de erkende Centra subsidies voor de personeels- en werkingskosten.

§ 2. Met inachtneming van dit decreet bepaalt het College na advies van de Adviesraad de procedure en nadere regelen voor de toekenning en controle van de subsidies.

**Art. 23.** § 1. De personeelskosten omvatten het jaarlijks geïndexeerd bruto loonbedrag, de werkgeversbijdrage, de verzekering-wet, het vakantiegeld en de eindejaarspremie. Deze jaarlijkse subsidie, als loon van het personeel, wordt berekend op basis van :

1° de loonschalen zoals bedoeld in bijlage 2 van dit decreet en die jaarlijks worden aangepast aan het schommelingspercentage van het gemiddelde indexcijfer der consumptieprijzen en dit met ingang van 1 januari 1998;

2° het aantal betrekkingen opgenomen in de toegekende categorie;

3° de anciënniteit verworven in de sociale of administratieve functie zoals bedoeld in bijlage 1 in de hoedanigheid van loontrekkende in een openbare dienst of vereniging zonder winstoogmerk.

Het College bepaalt de berekeningswijze van de subsidie voor de eindejaarspremie.

§ 2. Voor de deeltijdse geschoolde beroepskrachten wordt het subsidiebedrag berekend in verhouding tot de duur van de prestaties.

Indien een van de gesubsidieerde personeelsleden vervangen wordt, moet de vervangingsovereenkomst verzonden worden naar het bestuur samen met de afschriften van diens getuigschriften en diploma's.

**Art. 24.** § 1. De jaarlijkse subsidie voor de werkingskosten per categorie van Centrum wordt vastgesteld door het College na advies van de Adviesraad.

§ 2. Het College bepaalt de toegelaten uitgaven voor de werkingskosten met inbegrip van de maximumbedragen voor de opleidingskosten van het gesubsidieerd personeel en de kosten voor de samenwerking tussen de Centra.

De bedragen bedoeld in dit artikel worden jaarlijks aangepast aan het schommelingspercentage van het gemiddelde indexcijfer der consumptieprijzen en dit vanaf 1 januari 1999.

**Art. 25.** Driemaandelijke voorschotten worden berekend volgens 22,5 % van de jaarlijkse subsidies.

De uitbetaling van die voorschotten gebeurt elk kwartaal en uiterlijk op 15 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november.

De uitbetaling van het saldo van de subsidie van het eerste semester voor de loonkosten gebeurt uiterlijk op 30 oktober van het lopende jaar. Deze van het tweede semester gebeurt uiterlijk op 30 april van het jaar dat volgt op het desbetreffende boekjaar.

De uitbetaling van het jaarsaldo houdende de subsidie voor werkingskosten en de regularisering van de subsidie voor loonkosten gebeurt uiterlijk op 30 oktober van het jaar dat volgt op het desbetreffend dienstjaar.

Na het verstrijken van de termijnen vermeld in dit artikel geven de verschuldigde voorschotten, jaar- en semestersaldo's van rechtswege aanleiding tot verwijlinteressen behalve wanneer het Centrum de bewijsstukken niet levert binnen die termijnen die zijn vastgesteld door het College.

**Art. 26.** § 1. Het Centrum bezorgt jaarlijks voor 30 april, overeenkomstig het model geleverd door het bestuur, een activiteitenverslag dat is goedgekeurd door de algemene vergadering en dat het vorige kalenderjaar bestrijkt.

Dit verslag motiveert de gesubsidieerde activiteiten voor de verwezenlijking van de opdrachten van dit decreet. De aangestelde coördinator doet daarin verslag van zijn bijzondere rol.

§ 2. Binnen de zes maanden na de overhandiging van het verslag bezorgt het College een synthese en analyse ervan aan alle erkende Centra, aan de Adviesraad en aan de Vergadering.

*Afdeling II. — Controle van de Centra en sancties*

**Art. 27.** Het College duidt de bestuursambtenaren aan die belast zijn met de controle van de bepalingen van dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan.

**Art. 28.** Elke natuurlijke persoon die, ook in de hoedanigheid van instelling of persoon met rechtspersoonlijkheid, de benaming "Centrum voor globale sociale actie" gebruikt in overtreding met artikel 3 van dit decreet, wordt bestraft met een boete van 1 000 tot 3 000 frank.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 29.** In afwijking op Hoofdstuk II worden de volgende Centra van rechtswege erkend vanaf de inwerking-treding van dit decreet voor een overgangperiode van twee jaar.

Gedurende deze periode vallen ze onder een van de categorieën vermeld in bijlage 1 van dit decreet.

Het "Centre de Service social de la Ligue des Familles asbl" valt onder categorie 2.

Het "Centre de Services et d'Aide à Domicile" valt onder categorie 2.

"Wolu Service asbl" valt onder categorie 3.

Het "Centre de Service social de Bruxelles Sud-Est" valt onder categorie 3.

"Entreaide des Travailleuses asbl" valt onder categorie 4.

"Télé Service asbl" valt onder categorie 4.

De "Service Social Juif asbl" valt onder categorie 4.

Zes maand voor het verstrijken van deze periode kunnen deze Centra een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning indienen volgens de voorwaarden en de procedure waarin is voorzien in Hoofdstuk II van dit decreet.

**Art. 30.** Het koninklijk besluit van 14 maart 1978 tot bepaling, voor het Brussels Gewest, van de regels tot erkenning van de centra voor maatschappelijk werk en tot toekenning van subsidies aan die centra, gewijzigd bij de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1992 wordt opgeheven, behalve voor wat betreft de centra die reeds zijn opgericht bij de inwerkingtreding van dit decreet door een landsbond of federatie van mutualiteiten zoals bepaald bij de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

**Art. 31.** Dit decreet treedt in werking op de datum die is vastgesteld door het College en uiterlijk op 1 januari 1998.

Verkondigen dit decreet en bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 7 november 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest alsook met de Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College belast de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

—

#### Bijlage 1

##### **Referentienormen voor de berekening van de jaarlijkse subsidie voor personeelskosten per categorie**

###### Centrum voor globale sociale actie van categorie 1

Twee voltijds equivalente sociale functies voor beroepskrachten die houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of van het diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of van gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Een van deze beroepskrachten is verantwoordelijk voor de interne en externe coördinatie (1/4).

Een administratieve functie (1/2) voor een beroepskracht die houder is van een getuigschrift hoger middelbaar onderwijs.

###### Centrum voor globale sociale actie van categorie 2

Drie voltijds equivalente sociale functies voor beroepskrachten die houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of van het diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of van gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Een van deze beroepskrachten is verantwoordelijk voor de interne en externe coördinatie (1/2).

Een administratieve functie (1/2) voor een beroepskracht die houder is van een getuigschrift hoger middelbaar onderwijs.

###### Centrum voor globale sociale actie van categorie 3

Vier voltijds equivalente sociale functies voor beroepskrachten die houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of van het diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of van gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Een van deze beroepskrachten is verantwoordelijk voor de interne en externe coördinatie (3/4).

Een administratieve functie (1/2) voor een beroepskracht die houder is van een getuigschrift hoger middelbaar onderwijs.

###### Centrum voor globale sociale actie van categorie 4

Vijf voltijds equivalente sociale functies voor beroepskrachten die houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of van het diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of van gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Een van deze beroepskrachten is verantwoordelijk voor de interne en externe coördinatie (voltijds).

Een administratieve functie (3/4) voor een beroepskracht die houder is van een getuigschrift hoger middelbaar onderwijs.

## Centrum voor globale sociale actie van categorie 5

Zes voltijds equivalente sociale functies voor beroepskrachten die houder zijn van het diploma van maaschappelijk assistent of sociaal hulpverlener of van het diploma van gegradueerd sociaal verpleegkundige of van gegradueerd verpleegkundige met specialisatie in gemeenschapsgezondheid of houder van een evenwaardig buitenlands studiediploma.

Een van deze beroepskrachten is verantwoordelijk voor de interne en externe coördinatie (voltijds).

Een administratieve functie (voltijds) voor een beroepskracht die houder is van een getuigschrift hoger middelbaar onderwijs.

Gezien om als bijlage te worden toegevoegd aan het decreet tot vaststelling van de regels voor de erkenning en toekenning van subsidies aan de Centra voor globale sociale actie.

Brussel, 10 juli 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

Ch. PICQUE

De Voorzitter van het College,

H. HASQUIN

—  
Bijlage 2

Jaarbasis loonschalen (100% niet geïndexeerd)

toepasbaar op de Franse Gemeenschapscommissie voor de Centra voor globale sociale actie

Anciënniteit	Sociale functie	Administratieve functie
0	664.107	570.599
1	712.448	617.141
2		622.326
3	733.929	627.510
4		632.694
5	755.410	637.878
6		650.407
7	860.898	662.937
8		675.466
9	882.804	687.996
10	897.407	714.848
11	919.314	727.377
12		739.907
13	941.220	752.436
14		764.966
15	963.126	777.533
16	1.038.585	793.310
17	1.060.491	803.087
18		815.864
19	1.082.397	828.642
20		841.419
21	1.104.304	854.196
22		866.973
23	1.126.210	879.751
24		892.528
25	1.148.117	905.305
26		918.082
27	1.170.023	930.860
28		943.637

29		956.414
30		956.414
31		956.414

Gezien om als bijlage te worden toegevoegd aan het decreet tot vaststelling van de regels tot erkenning en toekenning van de subsidies aan de Centra voor globale sociale actie.

Brussel, 10 juli 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

## ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09032]

#### Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 7 januari 1998 is de heer Laevens, K., emeritus-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, bevorderd tot Commandeur in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

#### Rechterlijke Orde

[98/09033]

Bij koninklijke besluiten van 7 januari 1998 zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

- in de rechtbank van eerste aanleg :
  - te Gent, Mevr. De Ruyck, A., advocaat;
  - te Aarlen, de heer Noirhomme, Cl., advocaat;
- in het vreedegerecht van het kanton :
  - Borgerhout, de heer Meylemans, J., advocaat;
  - Deurne, Mevr. Van Gelder, S., advocaat;
  - Merksem, de heer Van Tricht, E., licentiaat in de rechten, notaris ter standplaats Merksem;
  - Wezet, Mevr. Merckx, B., advocaat;
- in de politierechtbank te Gent, de heer de Clippele, B., advocaat.

[98/09034]

#### Rechterlijke Orde. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 247 van 31 december 1997, blz. 35360, dienen in de 28e en 31e lijnen, de letters « Mevr. » te worden vervangen door de woorden « de heer ».

### MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09032]

#### Ordres nationaux

Par arrêté royal du 7 janvier 1998, M. Laevens, K., procureur du Roi émérite près le tribunal de première instance de Courtrai, est promu Commandeur de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

#### Ordre judiciaire

[98/09033]

Par arrêtés royaux du 7 janvier 1998 sont nommés juge suppléant :

- au tribunal de première instance :
  - de Gand, Mme De Ruyck, A., avocat;
  - d'Arlon, M. Noirhomme, Cl., avocat;
- à la justice de paix du canton :
  - de Borgerhout, M. Meylemans, J., avocat;
  - de Deurne, Mme Van Gelder, S., avocat;
  - de Merksem, M. Van Tricht, E., licencié en droit, notaire à la résidence de Merksem;
  - de Visé, Mme Merckx, B., avocat;
- au tribunal de police de Gand, M. de Clippele, B., avocat.

[98/09034]

#### Ordre judiciaire. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 247 du 31 décembre 1997, page 35360, aux 28e et 31e lignes, les lettres « Mme » doivent être remplacées par la lettre « M. ».

### MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[S - C - 97/14273]

**17 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij de onmiddellijke inbezitting van sommige percelen, gelegen op het grondgebied van de stad Leuven, van algemeen nut wordt verklaard**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen inzonderheid op artikel 1bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;

### MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[S - C - 97/14273]

**17 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal déclarant d'utilité publique la prise de possession immédiate de certaines parcelles situées sur le territoire de la ville de Louvain**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, notamment l'article 1bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;